



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 3 octobre 2025

Référence : DREAL/2025D/7818

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 mai 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté des Communes du Haut-Béarn Installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Soeix

Quartier les Touyas d'Oloron - Lieu-dit Soeix
64400 Oloron-Sainte-Marie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 15 mai 2025, de l'ISDI de Soeix exploitée par la Communauté des Communes du Haut-Béarn et implantée quartier les Touyas d'Oloron, lieu-dit « Soeix » sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la fin de la réhabilitation de l'ISDI de Soeix et elle fait suite à la visite du 17 juin 2024 qui avait pour objectif de faire un état des lieux avant le début de la réhabilitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Communauté des Communes du Haut-Béarn (ISDI de Soeix)
Quartier les Touyas d'Oloron - lieu-dit « Soeix » – 64400 Oloron-Sainte-Marie
Code AIOT : 0005213868
Régime : Enregistrement
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réhabilitation de l'ISDI de Soeix, conformément à l'arrêté préfectoral n° 13868/22/23 du 6 mai 2022

Présentation de la société - Situation administrative

La Communauté des Communes du Haut-Béarn (CCHB) a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) par arrêté préfectoral n° 07/ENV/19 du 13 septembre 2007, pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 13 juillet 2017. Cette autorisation a été prolongée par arrêté préfectoral n° 13868/17/48 du 12 décembre 2017, puis par arrêté préfectoral n° 13868/20/79 du 25 novembre 2020.

Cette installation se situe au lieu-dit Soeix (section D, parcelle n° 622-a) sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie.

L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité le 31 mars 2021, complété par courriel du 28 juin 2021. La remise en état et la réhabilitation de l'ISDI de Soeix sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 13868/22/23 du 6 mai 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Travaux de fin d'exploitation et de remise en état	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 3	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission des justificatifs relatifs à la conformité de la pente du massif et à la traçabilité des déchets non inertes évacués</i>	3 mois
2	Autres aménagements	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du programme de contrôle de la stabilité du massif et des justificatifs relatifs à la signalétique du site et aux visites/contrôles réguliers à effectuer sur le site</i>	3 mois
3	Surveillance de la stabilité et du tassement du massif	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du dernier relevé topographique et des résultats du 1^{er} contrôle des tassements</i>	3 mois
5	Collecte des eaux internes	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du dernier plan des ouvrages de collecte et des justificatifs relatifs à la signalisation du bassin et aux contrôles et opérations de nettoyage à effectuer sur le site</i>	3 mois
6	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du programme de surveillance et des résultats commentés des analyses</i>	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Collecte des eaux extérieures	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.1	/
7	Revégétalisation et renaturation du site	Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 7	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'inspection menée le 15 mai 2025 sur l'ISDI de Soeix, il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous trois mois :

- les justificatifs relatifs :
 - à la conformité de la pente du massif (inférieure à 30 %),
 - à la comptabilité et la traçabilité des déchets non inertes évacués du site,
 - à la mise en place de la nouvelle signalétique du site,
 - aux visites/contrôles réguliers déjà effectués sur le site, le cas échéant,
 - aux contrôles/opérations de nettoyage sur le réseau de collecte des effluents déjà effectués sur le site, le cas échéant,
 - à la mise en place de la signalisation du bassin,
- le programme de contrôle relatif à la stabilité du remblai et des ancrages,
- le dernier plan des ouvrages de collecte,
- le relevé topographique du 6 février 2023 et, le cas échéant, le relevé topographique le plus récent,
- le programme de surveillance des émissions du site dans l'eau et les résultats commentés des analyses réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux de fin d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 3
Prescription contrôlée : Les travaux de fin d'exploitation et de remise en état comprennent : <ul style="list-style-type: none">• le remodelage du massif de manière à ce que les pentes ne dépassent pas 30 %,• le décaissement de la partie haute du remblai pour atténuer la pente et le remodelage du pied du remblai. Les déchets non inertes décaissés (plastique, bois, ferraille, etc.) doivent être retirés et évacués vers des filières dûment autorisés. L'exploitant tient une comptabilité et une traçabilité de ces déchets extraits et évacués,• la réalisation d'un bassin en limite du pied du remblai, tel que prescrit à l'article 6.2 du présent arrêté, et situé à au moins 20 mètres du ruisseau de Supervielle (voir plans à plat et en coupe annexés au présent arrêté),• la création d'une risberme (palier) afin d'adoucir ces pentes,• la création d'un enrochement en pied de remblai sur tout son front bas afin d'assurer la stabilité du massif de déchets à long terme. [...]
Constats : L'inspection a constaté que les travaux de fin d'exploitation et de remise en état du site avaient consisté à : <ul style="list-style-type: none">• remodeler le massif de déchets,• réaliser un bassin en limite du pied du remblai,• créer une risberme afin d'adoucir les pentes du massif de déchets,• créer un enrochement en pied de remblai sur tout son front bas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier le fait que les pentes du massif remodelé ne dépassent pas 30 %,
- transmettre les documents de comptabilité et de traçabilité relatifs aux déchets non inertes décaissés extraits et évacués du site, pendant les travaux, vers des filières dûment autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autres aménagements

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 4

Prescription contrôlée :

L'exploitant :

- met en place une signalétique permettant de réglementer les conditions d'accès et de dépôts sur le site,
- crée une piste de 5 mètres de large contournant le pied de talus, permettant d'accéder au bassin et d'assurer l'entretien du site pendant la période de post-exploitation,
- reprend la clôture du site sur les zones qui le nécessiteraient après les travaux,
- propose un programme de contrôle de la stabilité du remblai et des ancrages,
- réalise des visites systématiques du site après chaque épisode pluvieux notable,
- tient une traçabilité de tous les contrôles ou visites effectués.

Constats :

L'inspection a constaté :

- la création d'une piste de 5 mètres de large contournant le pied de talus, permettant d'accéder au bassin et d'assurer l'entretien du site pendant la période de post-exploitation,
- la présence d'une clôture naturelle ou non sur l'ensemble du périmètre de l'établissement.

L'inspection n'a pas constaté la présence d'une nouvelle signalétique permettant de réglementer les conditions d'accès sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- le justificatif de la mise en place d'une nouvelle signalétique permettant de réglementer les conditions d'accès sur le site,
- le programme de contrôle prévu relatif à la stabilité du remblai et des ancrages,
- la date de la dernière visite du site après un épisode pluvieux notable et les conséquences, voire les actions mises en œuvre à la suite de cette visite,
- le justificatif du moyen mis en place pour tracer les contrôles/visites effectués sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance de la stabilité et du tassement du massif

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 5
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un relevé topographique en fin d'exploitation, puis 3 ans après la fin d'exploitation. Il effectue également un contrôle annuel des tassements pendant a minima 5 ans après la fin d'exploitation.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un relevé topographique de l'établissement en date du 6 février 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le relevé topographique présenté et, le cas échéant, la date prévue, voire les résultats, du premier contrôle annuel des tassements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des eaux de ruissellement du site – Collecte des eaux extérieures

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.1
Prescription contrôlée : Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un fossé extérieur de collecte, implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux de ruissellement du site – Collecte des eaux internes

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.2
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de collecte des eaux internes. Ces eaux collectées sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage étanches et dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence avant rejet dans le milieu naturel. Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils sont équipés d'un système d'obturation actionnable facilement en cas de besoin. La zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- une bouée,- une échelle par bassin,- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.

Ces réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et étanches. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Ils sont de plus régulièrement nettoyés par une société habilitée. Ce nettoyage consiste en la vidange des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

L'exploitant assure une traçabilité des contrôles et des opérations de nettoyage réalisés. [...]

Constats :

L'inspection a constaté la création :

- d'un réseau de collecte des eaux internes,
- d'un bassin de stockage étanche de 350 m³ :
 - raccordé en amont à un débourbeur/déshuileur de 1,5 m³,
 - cloturé sur toute sa superficie,
 - équipé d'une bouée et d'une échelle de bassin,
 - raccordé en aval à un ouvrage de rejet équipé d'un système d'obturation actionnable facilement en cas de besoin.

L'inspection n'a pas constaté la présence d'une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires à proximité du bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- le justificatif de la mise en place de la signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires à proximité du bassin,
- le dernier plan des ouvrages de collecte des effluents faisant apparaître :
 - les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries),
 - les secteurs collectés,
 - le sens d'écoulement,
 - les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,
- la date, voire les résultats, du premier contrôle des réseaux de collecte des effluents, par une société habilitée, incluant la vidange des boues et la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur,
- le justificatif du moyen mis en place pour tracer les contrôles et les opérations de nettoyage effectués sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion des eaux de ruissellement du site – Surveillance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 6.4

Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellements collectées en interne et rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites suivantes :

- Température < 30°,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- MES < 35 mg/l,
- DCO < 125 mg/l,
- hydrocarbures < 5 mg/l.

L'exploitant met en place un programme de surveillance portant a minima sur les paramètres pH, conductivité, DCO, MES et hydrocarbures totaux.

Il procède à des campagnes semestrielles de prélèvements et d'analyses pendant 3 ans à compter de la réalisation des travaux puis annuellement pendant 5 ans après la fin d'exploitation. Il communique les résultats commentés à l'inspection des installations classées.

La fréquence des campagnes de mesures pourra faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection de résultats commentés en lien avec le programme de surveillance des émissions du site dans l'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre son programme de surveillance comportant les paramètres, associés à leurs valeurs limites d'émissions (VLE), qu'il a prévu de faire analyser dans le cadre de la surveillance des émissions dans l'eau.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit, dès l'obtention des résultats de la prochaine campagne semestrielle de surveillance, les transmettre commentés à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Revégétalisation et renaturation du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 mai 2022, Article 7

Prescription contrôlée :

Aucun arbre ne doit être planté au droit du site pendant 15 ans. Seule une couverture enherbée ou composée d'une petite végétation locale est admise.

L'exploitant assure un entretien régulier de cette couverture végétale.

Constats :

L'inspection n'a pas constaté la présence d'arbre au droit du site.

Type de suites proposées : Sans suite